



Communiqué – « Croire encore en une République exemplaire » - 13 sept. 2011

La République exemplaire promise par Nicolas Sarkozy en 2007 a existé le temps d'une campagne électorale. En l'état actuel, il ne semble n'y avoir rien à attendre de l'UMP qui aura soutenu sans gêne le chef de l'Etat pendant les cinq années du mandat. Or les gouvernements de celui-ci détiendront peut-être le record de ministres mis en examen (Santini, Roussin, Bertrand, Tron, Woerth, Hortefeux, Guéant, etc.), sans parler de ceux dont les pratiques peu exemplaires ont conduit aux démissions (Blanc, Joyandet).

Mais le PS ne peut guère en profiter. L'exemplarité lui est tout aussi étrangère, comme le démontrent la députée Sylvie Andrieux, (*mise en examen pour détournement de fonds publics*), les sénateurs de l'Hérault Robert Navarro (*plainte du PS pour abus de confiance – mais choisi par François Hollande comme coordinateur de sa campagne !*) ou de Seine-St Denis, Jacques Mahéas (*condamné pour harcèlement, jamais exclu par le PS*), le Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guerini, (*mis en examen*), enfin un candidat aux sénatoriales Patrick Sève, mis en examen pour soustraction de fonds publics.

Nous savons traditionnellement qui peut bénéficier de cette situation : le FN, malgré l'incurie de ses gestions municipales (Toulon, Vitrolles, Orange).

En 2007 François Bayrou proposait une révolution civique et une réforme en profondeur des règles qui organisent notre démocratie (proportionnelle partielle, contrôle sur les nominations, obligation de présence dans les assemblées, etc.). Plus que jamais cela est nécessaire.

Et il est urgent que d'autres forces politiques le comprennent. Le PS, avec ses primaires, est le premier en scène pour préparer la Présidentielle et les législatives. Qu'il se saisisse du sujet ! Ce n'est pas une question de vertu personnelle ou de morale. C'est une question de pouvoir et de contre-pouvoir. Le cumul de mandat, la durée illimitée des mandats, la transparence des fonds publics sont au cœur d'un sujet qui dépasse les querelles partisans. Nos concitoyens attendent des propositions.

Nous sommes prêts à en débattre avec le PS, Europe Ecologie ou l'UMP.

Eric Lafond  
*Conseiller national Modem*

Contact presse : 06 35 15 03 19